



Peinture représentant le palais d'Orsay avant son incendie en 1871, par Albert Girard, toile non collée, 1875.

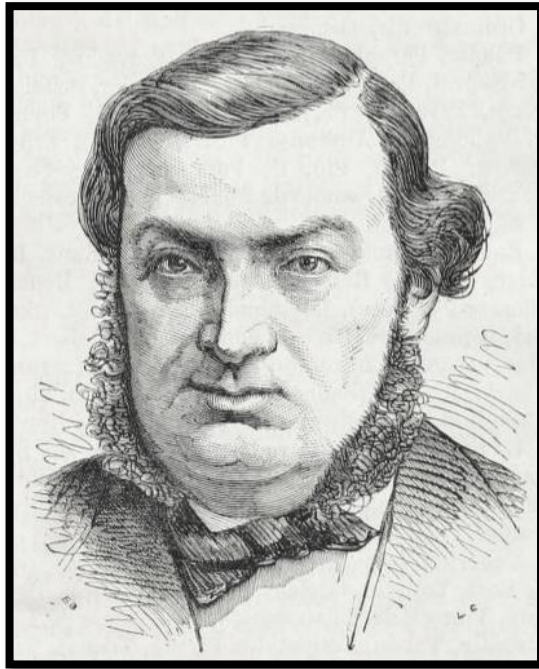
TABLE RONDE

« La loi du 24 mai 1872, 150 ans après »

Lundi 30 mai 2022
au Conseil d'État (salle de l'Assemblée générale)

Dossier du participant





Anselme Batbie en 1874.

Portrait figurant dans l'ouvrage de Jules Clarétie, *Histoire de la Révolution de 1870-71*, Paris, 1874

Sommaire

PROGRAMME	5
BIBLIOGRAPHIE	7
I. Les sources contemporaines de la loi du 24 mai 1872	9
II. Études sur la loi du 24 mai 1872 : contenu et portée	14
III. De 1872 à 1972 : la construction d'une date charnière dans l'histoire du Conseil d'État	16

Programme

Lundi 30 mai 2022
Conseil d'État, salle de l'Assemblée générale

13h45

Accueil

14h - 14h15

Ouverture

Didier-Roland Tabuteau, vice-président du Conseil d'État

14h15-14h30

Présentation de la journée d'études

Jean-Pierre Machelon, professeur émérite de l'université Paris Descartes, doyen honoraire de la Faculté de droit

14h30-14h50

1870-1872 : la genèse de la loi du 24 mai 1872

Éric Anceau, maître de conférences à l'Université Paris-Sorbonne

14h50-15h10

La loi de 1872 miroir de l'histoire du Conseil d'État

Marc Bouvet, professeur d'histoire du droit à l'Université d'Angers

15h10-15h30

Échanges avec la salle

15h30-15h50

Un siècle et demi de justice déléguée : vers l'indépendance et l'impartialité ?

Rémy Schwartz, président-adjoint de la section du contentieux au Conseil d'État

15h50-16h10

Un mythe fondateur : la loi du 24 mai 1872, pilier de la justice administrative

Anissa Hachemi, professeure de droit public à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

16h10-16h30

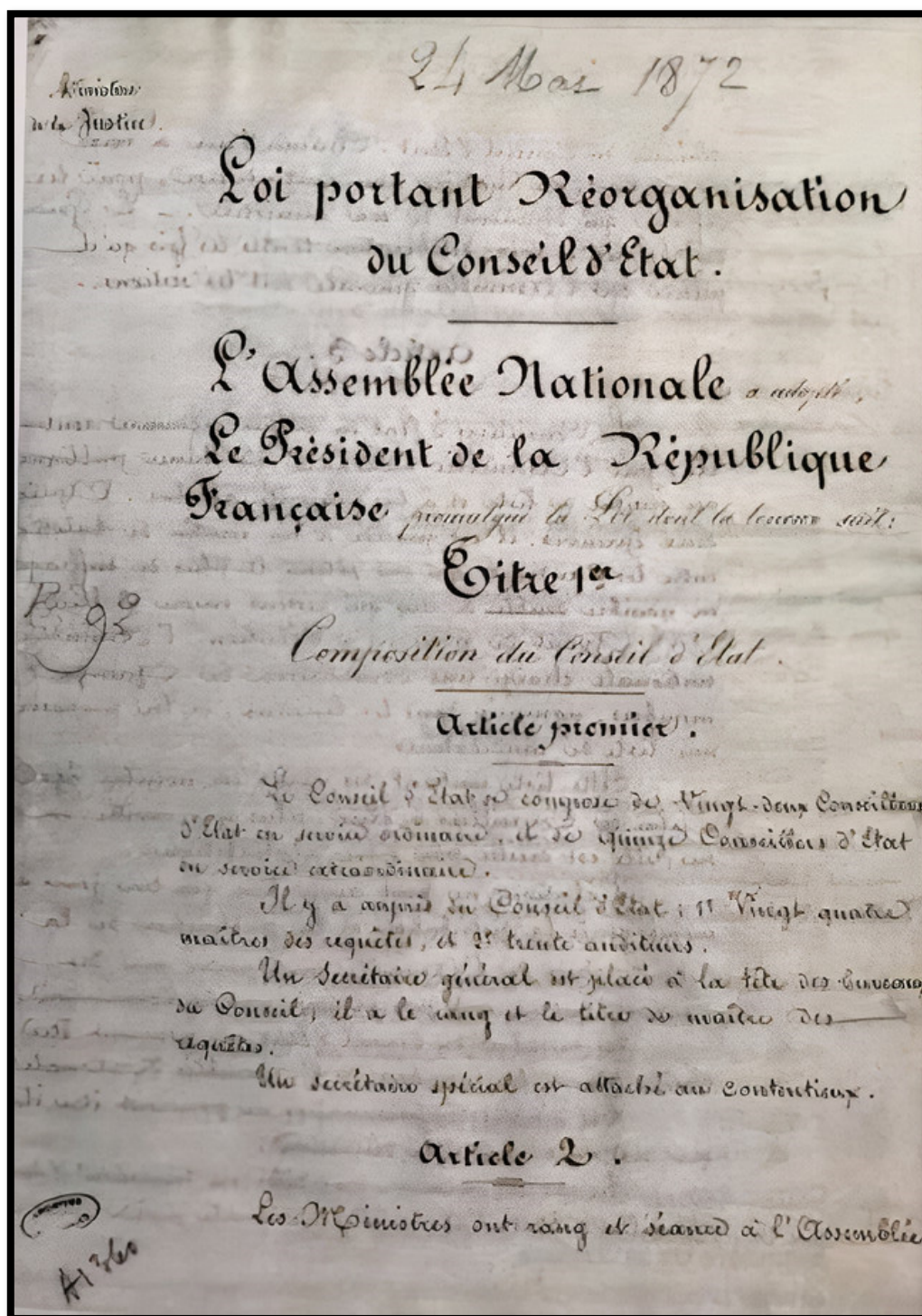
Échanges avec la salle

16h30-17h

Conclusion générale : la loi du 24 mai 1872 aujourd'hui

Martine de Boisdeffre, présidente de la section du rapport et des études du Conseil d'État, présidente du Comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative

Bibliographie



Loi portant réorganisation du Conseil d'État (24 mai 1872), première page.

Cette bibliographie s'articule en trois parties (présentées dans le sommaire ci-dessous). La première partie regroupe les sources de l'époque portant sur la loi du 24 mai 1872, reflet de la réception des contemporains.

La seconde partie rassemble des références récentes en histoire et en droit sur le contexte du Conseil d'État au moment de l'avènement de la Troisième République (4 septembre 1870 – 10 juillet 1940), puis, plus précisément sur la loi du 24 mai 1872.

Enfin, un dernier ensemble de textes concerne la réception et la conception de la loi près d'un siècle après sa promulgation.

Les références sont classées par type de documents puis par ordre alphabétique des noms d'auteurs et chronologiquement pour les articles de presse.

SOMMAIRE

I.	LES SOURCES CONTEMPORAINES DE LA LOI DU 24 MAI 1872	9
A.	Presse quotidienne	9
1.	Le temps des délibérations à l'Assemblée [mai 1872]	9
2.	L'adoption de la loi [fin mai – juin 1872]	9
3.	La mise en place du Conseil et la réception de la loi dans la presse [juin 1872]	10
B.	Archives conservées aux Archives nationales	10
1.	Archives du Conseil d'État	10
2.	Sources complémentaires	12
C.	Monographies	12
II.	ÉTUDES SUR LA LOI DU 24 MAI 1872 : CONTENU ET PORTEE	14
A.	Monographies	14
B.	Revues spécialisées	15
III.	DE 1872 A 1972 : LA CONSTRUCTION D'UNE DATE CHARNIERE DANS L'HISTOIRE DU CONSEIL D'ÉTAT	16
A.	La naissance d'une rupture à partir de la réforme de 1963	16
1.	Monographies	16
2.	Revues spécialisées et presse généraliste	16
B.	1972 : une effervescence intellectuelle célébrant le centenaire de la loi du 24 mai	17
1.	Études et documents	17
2.	Monographies et revues spécialisées	17

LISTE DES ABREVIATIONS

- LGDJ : Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence

I. Les sources contemporaines de la loi du 24 mai 1872

A. Presse quotidienne

1) *Le temps des délibérations à l'Assemblée [1^{er} juin 1871 – mai 1872]*

DUPEYRÉ, Maurel. Compte rendu analytique de la séance du 1^{er} juin 1871 – Projet de loi sur la réorganisation du Conseil d'État présenté par M. Thiers (...), *Journal officiel de la République française*, 2 juin 1871. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k20932667>

Assemblée nationale : séance du 19 février 1872. Première délibération sur le projet de loi relatif à la réorganisation du conseil d'État. *Le Soir*, 20 février 1872.

DUFEUILLE Eugène. *Journal des débats politiques et littéraires*, 2 mai 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k458262n/f1>

La Séance, *Le Rappel*, 2 mai 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k75301921/>

DURUY Albert. Questions du jour, La réorganisation du Conseil d'État, *La Liberté*, n°122, 3 mai 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k47787239/f1>

On a beaucoup ri de l'embarras de nos députés l'autre jour, quand il s'est agi de voter sur la question du Conseil d'État, *Le Corsaire*, 3 mai 1872.

Assemblée nationale, Suite de la discussion sur la réorganisation du Conseil d'État. *La France*, 4 mai 1872.

Nouvelles politiques, *L'Univers*, 13 mai 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k699062p/>

2) *L'adoption de la loi [fin mai – juin 1872]*

Assemblée nationale – Séance du 24 mai, *La Liberté*, n°144 26 mai 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k47787469/f3>

RAVELET Armand. L'Assemblée, hier, a voté en troisième lecture le projet de loi sur le Conseil d'État (...). *Le Monde*, n°125, 26 mai 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6709380r/f1>

Nouvelles politiques, « *Le Journal officiel promulgue la loi portant réorganisation du Conseil d'État [...]* », *L'Univers*, 2 juin 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6990810/>

3) *La mise en place du Conseil et la réception de la loi dans la presse [juin – juillet 1872]*

Examen des membres potentiel du Conseil d'État, *L'Univers* 14 juillet 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6991230/>

Le Conseil d'État, *Le Rappel*, 23 juillet 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7533259p/>

Vote et constitution du Conseil d'État, *L'Univers* 28 juillet 1872. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k699137v/>

B. Archives conservées aux Archives nationales

FLAMENT-GUELFUCCI, Emmanuelle, CHAVE, Isabelle (dir.). *Guide de recherche dans les archives du Conseil d'État*. Paris : La documentation française : Conseil d'État, 2018, 442 p. (Histoire et mémoire, 6) ISBN : 978-2-11-145651-8.

1) Archives du Conseil d'État

- Vice-présidence
 - Fonds Odilon Barrot [1791 – 1873, vice-président du Conseil d'État de 1872 à 1873] : (...) correspondance reçue (1872), documents relatifs à ses fonctions de vice-président du Conseil d'État [271AP/5 (dossier C/22) ; 271AP/29 (dossier n°3)] [Instrument de recherche en ligne : consulté le 24/06/2021]
https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?irId=FRAN_IR_000709
- Secrétariat général : bureau central
 - Organisation et réformes du Conseil d'État et de la justice administrative : organisation du travail (...), registre des décrets et décrets du président de la République, registre des arrêtés et arrêtés du ministre de la Justice (1871 – 1914) [20040382/5-13]
 - Organisation des séances d'assemblée générale : installation du vice-président : discours du président du Conseil, discours du garde des Sceaux, discours du vice-président (1872 – 1913) [20040382/154]
 - Statistiques d'activité du Conseil d'État : statistiques relatives aux affaires administratives et au contentieux (1872 – 1914) [20040382/228-229]

- Gestion des membres et du personnel ; gestion du personnel : (...) correspondance (1872 – 1914) [20040382/113]
- Relations institutionnelles : relations avec des particuliers : fichier des correspondants et correspondances (1876 – 1918) [20040382/317-332]
- Publications : projets de lois, de décrets et d'avis, (...) réception des impressions du Conseil d'État (1871 – 1917) [20040382/365]
- Délibérations (1871 – 1872) [20170110/1]
 - Sections administratives
- Assemblée générale : énumération des affaires appelées (1871 – 1892) [AL//1295-1308] (1871 – 1892)
- Assemblée générale : discussions (1871 – 1914) [AL//1208-1294]
 - Section du Contentieux
- Minutes des décisions (1870 – 1914) [AL//7517] (1870 – 1879, reliquat) ; [AL//1309-1424] (1870 – 1892)
- Commission provisoire du Contentieux : registres des arrêts (1871 - 1972) [19820803/1-2]

Ce versement de la Commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État est constitué de délibérations de la Commission réunie en assemblée générale et de la section de Législation sur des pourvois contre des arrêtés de Conseils de préfecture et sur des requêtes contre des décisions du Conseil des prises (délibérations prenant la forme de projets de décrets, d'arrêté et d'avis adoptés par la Commission, et soumis à l'approbation du président de la République). Il comprend également des registres de procès-verbaux de la section de Législation et des procès-verbaux de la section des Travaux publics. On notera cependant que les Archives nationales conservent d'autres versements du Conseil d'État contenant des archives de la Commission provisoire [dont : 20170110/1-20170110/4]

- Dossiers d'affaires administratives (1865-1872), essentiellement examinés par la Commission provisoire [AL//7285-7351]
- Section de Législation, de la justice, des affaires étrangères, de l'intérieur, de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts. - Registres de procès-verbaux microfilmés (1871-1904). Procès-verbaux des affaires examinées par la section (9 mars 1871-24 juillet 1872) [20000011/1-2]
- Procès-verbaux des assemblées générales de la Commission provisoire, puis du Conseil d'État : énumération des affaires appelées (1871-1892) [AL//1295-1308]
- Administration générale du Conseil d'État : registre des décrets et décrets du président de la République, registre des arrêtés et arrêtés du ministre de la Justice, du vice-président, du secrétaire général et des présidents de section, demandes et liste des

congrés. Exercices 1871-1872 (Commission provisoire), exercices 1872-1874 (Conseil d'État réorganisé) [20040382/5]

2) Sources complémentaires

- Assemblée nationale ; Conseil d'État, réorganisation : procès-verbaux de séance, projet de loi, exposé des motifs, amendements (1871) [C//2861]
- Fonds Alexandre Ribot (1842 – 1923, conseiller d'État) (année 1848 – 1955) [563AP/1 – 58] [Instrument de recherche en ligne : consulté le 24/06/2021]
<http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/chan/AP-pdf/563-AP.pdf>
- Archives de la Commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État (1870 – 1872). Procès-verbaux des assemblées générales de la Commission provisoire, puis du Conseil d'État : énumération des affaires appelées (1871-1892). [AL//1295-1308]
- Annales de l'Assemblée nationale : compte rendu in extenso des séances, annexes (1871 – 1875) [En ligne : consulté le 24/06/2021]
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k9737559v/>
- Bulletin des lois de la République française, n°101, 1872. Paris : Imprimerie nationale des lois, pp. 378 – 411.
- Rapport du préfet de la police à Thiers, 4 mai 1872. Bibliothèque nationale [na.fr. 20658]

C. Monographies

AUCOC, Léon. Le Conseil d'État avant et depuis 1789. Paris : Imprimerie nationale, 1876, 460 p. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://archive.org/details/leconseildtatavo1aucogooq/page/n449/mode/2up>

BATBIE Anselme. *Rapport fait à l'Assemblée nationale sur le projet de loi concernant la réorganisation du Conseil d'État*. Versailles : impr. de Duboscq et Thésé, 29 janvier 1872, 8 p.

BATBIE Anselme. *Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (...)*. Versailles : impr. de Cerf, 25 avril 1872, 3 p.

BATBIE Anselme. *Rapport supplémentaire fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur la réorganisation du Conseil d'État*. Versailles : impr. de Cerf, 23 mai 1872, 16 p.

BATBIE, Anselme Polycarpe. *Traité théorique et pratique de droit public et administratif*. Paris : Larose et Forcel, 1886, 4784 p. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=QaoO8cfpZxwC&oi>

BARROT, Odilon. *De l'organisation Judiciaire en France*. Paris : Libr. Académique Didier. 1872, 247 p. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://books.google.fr/books?id=OLAOAAAAYAAJ&pg>

BŒUF, François. *Explication de la loi du 24 mai 1872 sur le Conseil d'État et le Tribunal des conflits*. Paris : Dauvin frères, 1872, 67 p. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k58377166/f1.item.textelimage>

BOYER DE SAINTE-SUZANNE, Émile-Victor-Charles de. *Les Actualités administratives. Recrutement de l'armée, réorganisation du Conseil d'État, (...)*. Paris : E. Lachaud, 1872, III-172 p.

BRUGERE, René. *Le Conseil d'État, son personnel et ses formations, évolutions, tendances*. Thèse de doctorat : droit. Toulouse : Impr. Toulousaine, 1910. 168 f.

Conseil d'État. *Tribunal des conflits*. 1°. *Loi du 24 1872...* 2°. *Règlement intérieur du conseil d'État...* (...). Paris, Administration du « Recueil des arrêts du Conseil d'État », 1873.

CLÉMENT, Raoul. *Exposé pratique de la procédure suivie devant le Conseil d'État et devant le Tribunal des conflits*. Paris : Cotillon, 1882, 360 p. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5564670t?rk=21459;2>

DELARBRE, Jules. *Organisation du Conseil d'État. Loi du 24 mai 1872, annotée d'extraits de l'exposé des motifs, de la discussion au sein de l'Assemblée nationale*. Paris : Maresq aîné, 1872, 188 p.

DUVERGIER, Jean-Baptiste. *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, et avis du Conseil d'État*. Paris : A. Guyot et Scribe, 1872, 539 p. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5492392b>

PICOT, Georges. *Études d'histoire parlementaire : M. Dufaure*. Paris : C. Lévy, 1883, X-414 p. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=cYUxAQAAMAAJ&oi>

PISTOYE, Alphonse-Charles de. *Du Conseil d'État : de sa réorganisation*. Paris : A. Marescq aîné, 1872, 77 p.

REMUSAT, Charles de. *Mémoires de ma vie*, t. 56. Paris : Imprimerie de Plon, 1958 – 1967.

THIERS, Adolphe. *Notes et Souvenirs de M. Thiers (1870 – 1873)*. Paris, 1901, 467 p.

VARAGNAC, Émile. *Le Conseil d'État et les Projets de réforme : I. Les origines des questions*. Paris : *Revue des Deux Mondes*, 3^e période vol. 112, n° 4, 1892, pp. 771 – 810 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

https://fr.m.wikisource.org/wiki/Le_Conseil_d%E2%80%99C3%89tat_et_les_Projets_de_r%C3%A9forme/01

VARAGNAC, Émile. Le Conseil d'État et les Projets de réforme : II. La collaboration aux lois et la réorganisation du contentieux. Paris : *Revue des Deux Mondes*, 3^e période vol. 113, n° 2 1892, pp. 288-318 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

https://fr.m.wikisource.org/wiki/Le_Conseil_d%E2%80%99C3%89tat_et_les_Projets_de_r%C3%A9forme/02

II. Études sur la loi du 24 mai 1872 : contenu et portée

A. Monographies

ALLORANT, Pierre, BADIÉ, Walter, et GARRIGUES, Jean (dir.). *Les Dix Décisives*. 1869-1879. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2022, 450 p.

AUZANNEAU, Christophe. *La Troisième République et le droit administratif impérial : étude sur les fluctuations du champ de son application (1872 – 1914)*. Thèse de doctorat : droit. Rennes : Université de Rennes 1, 2001, 490 f.

CHEVALLIER, Jacques. *L'élaboration historique du principe de séparation de la juridiction administrative et de l'administration active*. Paris : LGDJ¹ (coll. « Anthologie du droit »), 2015, 324 p.

DUCLERT, Vincent, et RUSSO, Henry. *La république imaginée : 1870-1914*. Paris : Belin (coll. « Histoire de France »), 2010, 861 p.

FOUGERE, Louis (dir.). *Le Conseil d'État - Son histoire à travers les documents d'époque (1799-1974)*. Paris : Éditions du CNRS, 1974, XVI-1012 p.

GONOD, Pascale. *Le Conseil d'État et la refondation de la justice administrative*. Paris : Dalloz, 2014, 146 p.

GROS, Damien. *Naissance de la Troisième République*. Paris : Presses Universitaires de France, 2014, 527 p.

LAROCHE, Cyril. *Les actes non susceptibles de recours devant le Conseil d'État au dix-neuvième siècle*. Thèse de doctorat : droit public. Paris : Paris 5, 2005, 250 f.

LOCHAK, Danièle. *Le rôle politique du juge administratif français*. Paris : LGDJ-Lextenso éditions (coll. « Anthologie du droit »), 2015, 355 p.

PACTEAU, Bernard. *Le Conseil d'État et la fondation de la justice administrative française au XIX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Léviathan », 2003, XVII-264 p.

¹ LGDJ : Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence

PACTEAU, Bernard. Prosper de Chasseloup-Laubat au Conseil d'État. In : Comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative. *Conférences Vincent Wright*. Paris : La documentation française, 2019, volume 3, pp. 117 - 146

SANDEVOIR, Pierre. *Études sur le recours de pleine juridiction*. Paris : Librairie générale de droit et jurisprudence, 1964, 458 p.

VANNEUVILLE, Rachel. Le Conseil d'État au tournant du siècle, raison politique et conscience légale de la République. In *Serviteurs de l'État, une histoire politique de l'administration française, 1870 – 1945*. Paris : La Découverte, 2000, pp. 97 – 108

YVERT, Benoît (éd.). *Premiers ministres et présidents du Conseil : histoire et dictionnaire raisonné des chefs du gouvernement en France, 1815-2002*. Paris, Perrin, 2002, 729 p.

B. *Revues spécialisées*

BOSVIEUX-ONYEKWELU, Charles. Le service public au Conseil d'État : comment un grand corps se professionnalise en captant une idée (1872-1940). *Sociologie du travail*, octobre-décembre 2018, vol. 60, n° 4. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://journals.openedition.org/sdt/8069>

CHATRIOT, Alain. La difficile écriture de l'histoire du Conseil d'État. *French Politics, Culture & Society*, 2008, vol. 26, n° 3, Berghahn Books, pp. 23-42 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

https://www.jstor.org/stable/42843561?seq=1#metadata_info_tab_contents

CHEVALLIER, Jacques. Du principe de séparation au principe de dualité. *Revue française de droit administratif*. Paris : Dalloz, 1990, pp.712 - 723

DE BOISDEFFRE, Martine. Le Conseil d'État français, *La Revue administrative*, 1999, vol. 52, n° 4, pp. 18-21

DELVOLVÉ, Pierre. Le Conseil d'État, cour suprême de l'ordre administratif. *Pouvoirs*, vol. 123, n° 4. Paris : Le Seuil, 2007, pp. 51-60

DREYFUS, Françoise. La double genèse franco-britannique du recrutement au mérite : les concours et l'open competition. *Revue française d'administration publique*, 2012, n° 142, pp. 327-337

<https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2012-2-page-327.htm>

GONOD, Pascale. La présidence du Conseil d'État républicain. *La Revue administrative*, 1998, vol. 51, n° 306, pp. 696-712 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://www.jstor.org/stable/40771310>

GONOD, Pascale. Le Conseil d'État républicain (de 1872 à nos jours). *La Revue administrative*, 1999, vol. 52, n° 8, pp. 33-42

<https://www.jstor.org/stable/40773403>

LA FOREST-DIVONNE, Jacques. La Commission provisoire remplaçant temporairement le Conseil d'État, septembre 1870-juillet 1872. Études et documents du Conseil d'État, n° 30, 1978-1979, pp. 137-154

MACHELON, Jean-Pierre. L'avènement de la Troisième République (1870-1879). *La Revue administrative*, 1998, vol. 51, pp. 19-25 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

https://www.jstor.org/stable/40771060?seq=1#metadata_info_tab_contents

MACHELON, Jean-Pierre. Dufaure Jules Armand Stanislas 1798-1881, In Alain CORBIN et Jean-Marie MAYEUR (éd.), *Les immortels du Sénat, 1875-1918 : Les cent seize inamovibles de la Troisième République*. Paris, Éditions de la Sorbonne, coll. « Histoire de la France aux XIXe et XXe siècles », 2021, pp. 312-315

MEYNAUD-ZEROUAL, Ariane. Batbie et la loi du 24 mai 1872 portant réorganisation du Conseil d'État. *Revue d'histoire des facultés de droit*, 2017, pp. 77-114

MONNIER, François. L'innovation au Conseil d'État. *La Revue administrative*, 1999, vol. 52, n° 5, pp. 16-27 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://www.jstor.org/stable/pdf/40773538.pdf>

POUMAREDE, Jacques. Jules Dufaure et les premiers concours de la magistrature (1875-1878), In Jean-Pierre Allinne (éd.), *Itinéraire(s) d'un historien du Droit : Jacques Poumarède, regards croisés sur la naissance de nos institutions*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, coll. « Méridiennes », 2020, pp. 473-497 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://books.openedition.org/pumi/29563>

WRIGHT, Vincent. L'épuration du Conseil d'État en juillet 1879. *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 1972, vol. 19, n° 4, pp. 621-653 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

https://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1972_num_19_4_2239

III. De 1872 à 1972 : la construction d'une date charnière dans l'histoire du Conseil d'État

A. La naissance d'une rupture à partir de la réforme de 1963

1) Monographies

DRAGO, Roland. La réforme du Conseil d'État (Décrets du 30 juillet 1963). *AJDA*, 1963.

2) Revues spécialisées et presse généraliste

GONOD, Pascale. La réforme réalisée. La modification de la loi du 24 mai 1872. *Revue française de droit administratif*, mai 2015, n° 02, p. 331.

MARCHILHACY, Pierre. La réforme du Conseil d'État 1799-1963. *Le Monde* 24 mai 1963 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

https://www.lemonde.fr/archives/article/1963/05/24/la-reforme-du-conseil-d-etat-1799-1963_3093074_1819218.html

SAUVÉ, Jean-Marc. La qualité de la justice administrative. *Revue française d'administration publique*. N° 159, n° 3, 2016, pp. 667-674 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2016-3-page-667.htm>

SANDEVOIR, Pierre. Le Conseil d'État et la réforme de 1963. *La Revue administrative*, vol. 16, n° 96. Paris : Presses Universitaires de France, 1963, pp. 574-583 [En ligne : consulté le 24/06/2021]

<https://www.jstor.org/stable/40777440>

BAILLON-PASSE, Christian. LES "ANNEES POMPIDOU" EN DROIT PUBLIC ! | *Blog Avocats* », 25/07/2011. [En ligne : consulté le 24/06/2021]

https://blogavocat.fr/space/christian.baillon-passe/content/les--annees-pompidou-en-droit-public--_a71851ac-8bb6-47bf-bc77-f767c27098a4

B. 1972 : une effervescence intellectuelle célébrant le centenaire de la loi du 24 mai

1) Études et documents

DRAGO, Roland. La loi du 24 mai 1872. *Études et documents du Conseil d'État*. Paris : La documentation française, 1973, n° 25, pp. 13-20

LETOURNEUR, MAXIME. Avant-propos : 1972... 1872 ! *Études et documents du Conseil d'État*. Paris : La documentation française, 1973, n° 25, pp 9-10

WRIGHT, Vincent. La réorganisation du Conseil d'État en 1872. *Conseil d'État. Études et documents du Conseil d'État*. Paris : La documentation française, 1973, n° 25, pp. 21-64

2) Monographies et revues spécialisées

PAILLOLE, Jean. La loi du 24 mai 1872 portant réorganisation du Conseil d'État. *Mémoire de doctorat : droit*. Paris : Paris 2. 1972, 152 f.

BARAV, Ami. Le commissaire du gouvernement près le Conseil d'État français et l'avocat général près la Cour de justice des Communautés européennes. Paris : *Revue internationale de droit comparé*, 1974, vol. 26, n° 4, pp. 809-826.

GAUDEMET, Yves. *Les méthodes du juge administratif*. Paris : LGDJ-Lextenso éd., 2014, 326 p.



Le Tribunal des Conflits, photographie in Marc Sanson et Renaud Denoix de Saint Marc, Le Conseil d'État au Palais-Royal : architecture, décors intérieurs. Paris : Monum-Editions du patrimoine, 2006, p. 88.